



## **La problématique de la valorisation des résultats de la recherche scientifique au Burkina Faso : les exemples de l'histoire et de l'archéologie**

**Bantenga Moussa WILLY**

Directeur de l'Unité de formation et de recherche en sciences humaines  
Université de Ouagadougou

### **RÉSUMÉ :**

Depuis deux décennies, la complexité des questions de développement a engendré un intérêt croissant pour les sciences historiques (histoire et archéologie); par conséquent, celles-ci conquièrent de plus en plus les espaces publics. Au Burkina Faso, la recherche dans le domaine des sciences historiques s'effectue surtout dans les structures publiques (les universités de Ouagadougou et de Koudougou, et le Centre national de la recherche scientifique et technologique) et, dans une moindre mesure, dans une structure privée (le Centre de recherche pour une pratique culturelle du développement). Cette communication portera essentiellement sur l'université de Ouagadougou. L'histoire et l'archéologie doivent se positionner par rapport aux sciences humaines et sociales dans l'Unité de formation et de recherche, de manière spécifique, et par rapport aux autres sciences, de façon générale. Il est vrai que, tout comme leurs collègues œuvrant dans d'autres disciplines, les historiens et les archéologues sont confrontés annuellement aux inscriptions massives de nouveaux étudiants et au hiatus existant entre, d'une part, l'insuffisance des ressources qui leur sont accordées, et, d'autre part, les sommes dont ils auraient besoin pour obtenir des résultats tangibles dans leurs recherches. Mais, en raison

de la noblesse de leur mission, les historiens et les archéologues demeurent déterminés à promouvoir leurs sciences et à contribuer au développement par les stratégies suivantes :

- un dispositif institutionnel permettant de regrouper les enseignants-chercheurs en équipes (dans le même domaine et pour abolir les cloisons entre les différentes spécialisations);
- l'organisation des rencontres scientifiques (colloques, séminaires);
- une meilleure organisation par la création de l'Association des historiens du Burkina Faso et l'insertion de ses membres dans des réseaux de groupes de recherche;
- une contribution décisive à la réflexion publique en vue d'influer sur le bon fonctionnement de la société.

### **Introduction**

Les sciences humaines et sociales ont connu un essor à partir de la création d'institutions de recherche et particulièrement de l'Université de Ouagadougou, la première université du Burkina Faso (et la plus grande). Les matières enseignées dans le cadre des sciences humaines et sociales sont : l'histoire, l'archéologie, la géographie, la philosophie, la sociologie et la psychologie. La science historique – regroupant l'histoire et l'archéologie – tient une place de choix parmi les sciences humaines. Les enseignants-chercheurs, mais aussi les étudiants, animent la réflexion sur le renforcement des capacités de la recherche en histoire et en archéologie. Il convient de relever qu'à l'image des autres universités africaines, celle de Ouagadougou est à la croisée des crises politique, économique, financière et sociale<sup>1</sup>. Dans ce contexte, il s'agit de savoir de quelle manière ces acteurs s'impliquent dans la valorisation des résultats des recherches, c'est-à-dire dans l'utilisation de ces résultats pour stimuler le développement.

---

<sup>1</sup> Ambroise Zagré, *Regard sur l'enseignement supérieur au Burkina Faso*, Ouagadougou, PUO, 2007, p. 19-21.

En 2005, à la suite de l'adoption de la déclaration de Bologne, les pays francophones de l'Afrique de l'ouest ont créé le Réseau pour l'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest (REESAO) dont la mission est de leur permettre de s'engager collectivement dans le système licence-master-doctorat (LMD). À ce jour, le réseau compte 20 universités et écoles supérieures se retrouvant sur les territoires du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo<sup>2</sup>. L'Université de Ouagadougou a fait partiellement son entrée dans l'organisation L.M.D. au cours de l'année scolaire 2009-2010 et l'achèvera en 2010-2011.

Dans la première partie de cette présentation, j'étudierai l'évolution institutionnelle des sciences humaines et sociales à l'Université de Ouagadougou, et ce, des origines à nos jours. Dans la deuxième section, j'analyserai les recherches et les résultats obtenus en histoire et en archéologie, en me centrant sur les notions de contexte et d'acteurs.

### **1<sup>re</sup> partie : L'évolution institutionnelle des sciences humaines et sociales à l'Université de Ouagadougou des origines à nos jours**

Plusieurs réformes jalonnent l'histoire de l'Université de Ouagadougou. Les acteurs des sciences humaines et sociales sont contraints d'agir pour se faire respecter dans la communauté universitaire. Historiens et archéologues, étudiants et enseignants-chercheurs structurent leur département en tenant compte des deux leviers qui sous-tendent l'enseignement supérieur : les activités pédagogiques et la recherche.

---

<sup>2</sup> Les universités et écoles supérieures du REESAO sont : pour le Bénin, les universités d'Abomey-Calavy et de Parakou; pour le Burkina Faso, les universités de Ouagadougou, de Ouaga II, de Bobo-Dioulasso et de Koudougou auxquelles s'ajoute l'Institut international de l'ingénierie, de l'eau et de l'environnement; pour la Côte d'Ivoire, les universités de Cocody, d'Abobo-Adjamé, de Bouaké et de Yamoussokro; pour le Mali, l'Université de Bamako; pour le Niger, l'Université Abdou Moumouni de Niamey; pour le Sénégal, les universités de Saint-Louis, de Thiès, de Bambey, de Ziguinchor auxquelles s'ajoute l'École supérieure de médecine vétérinaire; pour le Togo, les universités de Lomé et de Kara.

### 1. *La valorisation des résultats de la recherche passe d'abord par la valorisation des sciences humaines et sociales*

L'Université de Ouagadougou fait partie de la deuxième génération des universités de l'Afrique noire francophone : « Celles de la première génération sont nées à la suite de revendications de nationalistes et patriotes africains pour un enseignement de même niveau et de qualité égale à celui dispensé en métropole... Ces luttes ont abouti à l'ouverture en 1950 d'un Institut des hautes études à Dakar (Sénégal). Cet établissement se transforme en université en 1958. L'année suivante voit la naissance des centres d'enseignements supérieurs d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et de Brazzaville (Congo Brazzaville)<sup>3</sup> ». Créé en 1965, l'Institut supérieur de formation pédagogique (ISFP) est composé de l'École normale supérieure de Ouagadougou (ENS) et du Centre de documentation et de perfectionnement pédagogique (CDPP). Dans le cadre de l'intégration sous-régionale de ces unités scolaires, L'ENS devait se spécialiser en lettres et sciences humaines; et l'Université de Niamey au Niger, former les étudiants dans le domaine des sciences exactes<sup>4</sup>.

Plusieurs réformes sont ensuite élaborées et appliquées, mais la plus significative s'amorce le 19 avril 1974 par la publication de l'ordonnance n° 74/031 officialisant la création de l'Université de Ouagadougou. Quatre phases caractérisent l'évolution de l'université de 1974 à 2010.

- 1974-1985 : Cette période est marquée par l'application des clauses de l'accord de coopération signé avec la France en 1961. Cela se traduit par une présence française dans les secteurs pédagogique, administratif et financier.

---

<sup>3</sup> Jean-Baptiste Kiéthéga, *L'Université de Ouagadougou des origines à la refondation (1965-2000)*, (inédit), 2004, f. 3.

<sup>4</sup> Les États ont appliqué une décision prise par le Conseil d'entente, et qui suggérait de regrouper les universités de Ouagadougou et de Niamey, puis celles de Lomé (Togo) et de Cotonou (Bénin actuel). (Jean-Baptiste Kiéthéga, *op. cit.*, p. 4).

En 1975, le Collège littéraire universitaire se transforme en École supérieure des lettres et des sciences humaines (ESLSH).

- 1985-1991 : Les transformations se caractérisent par la multiplication des instituts et des écoles; ainsi, l'ESLSH donne naissance à l'Institut supérieur des lettres, des langues et des arts (INSULLA) et à l'Institut supérieur des sciences humaines et sociales (INSHUS). La recherche d'une plus grande spécialisation constitue l'un des fondements de cette restructuration.
- 1991-2000 : Un regroupement des établissements s'opère; les facultés sont créées. Les deux précédents instituts deviennent la Faculté des lettres, des langues, des arts et des sciences humaines et sociales (FLASHS). Celle-ci a, entre autres objectifs, de développer l'interdisciplinarité des équipes pédagogiques et de recherche, puis de faciliter la coopération universitaire.
- 2000 à 2010 : La refondation de l'université est entreprise en 2000 à la suite de l'invalidation de l'année scolaire en raison des grèves ininterrompues des étudiants. La mission confiée au chancelier Alfred Traoré consiste à impulser une nouvelle dynamique à l'université pour qu'elle soit performante, professionnelle et professionnalisante; puis à l'écoute de son environnement socio-économique, et cela, tant au niveau national qu'au niveau international<sup>5</sup>. De la FLASHS, naissent l'Unité de formation et de recherche en lettres, arts et communication (UFR/LAC) et l'Unité de formation et de recherche en sciences humaines (UFR/SH).

Dans cette évolution institutionnelle, on a assisté à un traitement inéquitable des sciences humaines et des lettres par rapport aux autres sciences. Cela est dû à un esprit scientifique qui était cultivé par les premiers responsables de la communauté universitaire. En 1986, les participants aux *Journées de la recherche* à l'Université ont dénoncé les ravages du scientisme dans les esprits obtus pour lesquels il n'y a de progrès possible que sur le plan technologique. Ils ont formulé une recommandation dans laquelle ils exhortent les autorités administratives et politiques : d'une part, à accorder, dans leur discours et leurs actions, l'importance qui revient aux lettres, aux sciences humaines et sociales pour un épanouissement total de ces disciplines dans le processus de développement intégral du Burkina Faso; d'autre part, à favoriser dans leurs rapports sociaux, la disparition de

---

<sup>5</sup> *Plan stratégique quinquennal de développement institutionnel de l'université de Ouagadougou (2002-2006)*, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, 2003, p. 55.

tout complexe de supériorité ou d'infériorité – complexe nuisible à tout esprit de collaboration fructueux<sup>6</sup>. Dans le même sens, en 1989, en réponse aux propos du recteur de l'Université de Ouagadougou, Alain Nindaoua Sawadogo, professeur en hydrologie, tendant à établir une classification des sciences au détriment des sciences humaines et des lettres, les enseignants-chercheurs dans ces dernières disciplines ont riposté en publiant, dans la presse écrite, un manifeste dans lequel ils dénoncent la mythification faite aux sciences dites dures, pures ou exactes.

Mais cet esprit scientifique a marqué les esprits pendant longtemps. Même les financiers ne concevaient pas que les laboratoires puissent servir à d'autres fins que les manipulations de produits chimiques ou les expérimentations scientifiques.

Le climat s'est détérioré à la suite de la signature des premiers accords entre le Burkina Faso et les institutions de Bretton Woods, intervenue en 1991. Cette étape a contribué à réduire le financement de l'enseignement supérieur. Pour augmenter le taux de scolarisation jugé bas, l'accent a été mis sur l'enseignement primaire et l'enseignement non formel. Depuis, on assiste à une diminution relative des budgets que l'État accorde à l'enseignement supérieur; pourtant, la contribution de l'État au budget de l'université est très importante (soit entre 75 % et 80 %)<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> *Journées de la recherche universitaire*, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, 1986, p. 95.

<sup>7</sup> Direction des études et de la planification, *Stratégies de financement de l'enseignement supérieur au Burkina Faso*, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, 2010, p. 4. Université de Koudougou, *La gouvernance des universités publiques du Burkina Faso : état des lieux et perspectives*, 2010, p. 2.

**Tableau 1**  
**Présentation des effectifs des différentes Unités de formation et de recherche de l'Université de Ouagadougou**

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
INTER-UFR	-	-	10	2	-	-	-	-	-	-
UFR/SH	2 180	2 583	2 795	3 658	4 176	5 538	5 284	5 332	7 565	6 919
UFR/LAC	1 503	1 617	1 714	1 997	2 336	2 888	3 083	3 355	4 321	4 584
UFR/SDS	1 085	1 175	1 427	1 749	2 105	2 532	2 474	2 430	1 435	2 328
UFR/SEA	986	1 152	1 166	1 114	1 090	1 148	1 308	1 340	1 854	1 774
UFR/SEG	2 012	2 433	2 711	3 335	3 908	4 258	4 208	4 367	-	-
UFR/SJP	1 340	1 556	1 940	2 498	3 181	3 648	4 200	4 747	-	-
UFR/SVT	1 324	1 388	1 463	1 524	2 001	2 325	2 848	2 764	3 557	3 523
IBAM	-	40	304	435	425	433	441	536	370	450
IDS	-	-	-	-	-	178	-	-	-	-
TOTAL	10 430	11 944	13 530	16 312	19 222	22 948	23 846	24 871	19 102	19 578

**Sources :** Service des affaires académiques et de l'orientation (données imprimées en 2008-2009); Service de la scolarité de l'UFR/SH (données imprimées en 2007-2008)

**Légende :**

- UFR/SH = Unité de formation et de recherche en sciences humaines
- UFR/LAC = Unité de formation et de recherche en lettres, arts et communication
- UFR/SDS = Unité de formation et de recherche en sciences de la santé
- UFR/SEA = Unité de formation et de recherche en sciences exactes et appliquées
- UFR/SEG = Unité de formation et de recherche en sciences économiques et de gestion
- UFR/SJP = Unité de formation et de recherche en sciences juridique et politique
- UFR/SVT = Unité de formation et de recherche en sciences de la vie et de la Terre
- IBAM = Institut burkinabè des arts et métiers
- IDS = Institut des sciences

En 2007-2008, les UFR SJP et SEG étaient rattachées à l'Université de Ouaga II.

L'IDS est devenu autonome en 2005-2006.

Les effectifs de l'UFR/SH représentent en moyenne 25 % du total des étudiants de l'Université de Ouagadougou.

2. *Le Département d'histoire et archéologie au sein de l'Unité de formation et de recherche en sciences humaines*

L'unité administrative et académique dans laquelle évolue le Département d'histoire et archéologie comporte quatre autres départements : de géographie, de sociologie, de philosophie et de psychologie. À ces départements, s'ajoutent trois filières professionnelles :

1. Le projet *Développement des adultes* (DEDA) créé en 1999;
2. La filière *Relations de travail*, dont l'ouverture a eu lieu en 2008;
3. Le programme *Agrinovia*, ouvert en 2009.

**Tableau 2**  
**Les effectifs des étudiants dans le Département d'histoire et archéologie, et dans les autres départements**

Année Département	2000- 2001	2001- 2002	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007	2007- 2008	2008- 2009
<b>Histoire et archéologie</b>	414	483	600	693	885	922	1094	1339	1409
<b>Géographie</b>	298	314	365	594	1476	1156	1183	1604	1775
<b>Sociologie</b>	1508	1556	1793	2110	2227	2349	2092	3160	2847
<b>Psychologie</b>	233	308	443	538	751	646	726	1086	1091
<b>Philosophie</b>	120	124	457	241	199	256	242	416	443

Source : Archives de la scolarité de l'Unité de formation et de recherche en sciences humaines

Le nombre des étudiants s'est accru considérablement au cours de la décennie 2000, particulièrement dans le Département d'histoire et archéologie. En effet, les effectifs ont plus que triplé.

À partir de la troisième année d'étude, les étudiants sont initiés à la recherche. Ils choisissent alors une option parmi les quatre suivantes : histoire économique et démographique, relations internationales ; histoire des religions et des faits culturels ; histoire politique et sociale ; archéologie et histoire de l'art.

En plus des cours ordinaires (compris dans le programme de licence), les étudiants suivent des séminaires de spécialisation. Les enseignants les aident à formuler un sujet de recherche présenté à la fin de l'année sous forme de pré-mémoire. En principe, les mêmes sujets sont retravaillés et approfondis en année de maîtrise et soutenus devant un jury composé de trois enseignants. Il est possible pour les étudiants de poursuivre leurs études en s'inscrivant au troisième cycle, mais quelques-uns choisissent plutôt de faire un DEA (diplôme d'études approfondies). En moyenne, trois étudiants soutiennent leur thèse de doctorat annuellement.

L'animation de la vie scientifique s'effectue également par les journées portes ouvertes instituées en 2008 à l'intention des étudiants de troisième cycle. Ceux-ci sont alors conviés à participer à des séminaires, à des conférences, et à exposer des affiches présentant leur thème de recherche. Un jury composé de professeurs délibère pour désigner les meilleurs candidats, et les lauréats reçoivent des prix d'encouragement. Ces journées offrent ainsi aux étudiants un espace d'échange et un cadre de stimulation intellectuelle.

Tous les étudiants aimeraient avoir un parcours qui débouche sur un diplôme de haut niveau. Mais ils sont nombreux à être confrontés aux problèmes que sont le manque de ressources financières et la difficulté d'adaptation à l'enseignement supérieur. Par exemple, au troisième cycle, chaque étudiant doit payer annuellement 15 000 francs CFA (c'est-à-dire 22,8 euros) de frais d'inscription et 300 000 francs CFA (c'est-à-dire 456,6 euros) de frais de laboratoire.

Concernant le corps professoral, le Département d'histoire et archéologie compte 19 enseignants-chercheurs (tous du Burkina Faso, et dont un détient le titre de professeur

titulaire), cinq maîtres de conférences, dix maîtres-assistants et deux assistants. Ceux-ci sont secondés dans leurs tâches par des vacataires et, surtout pour les niveaux de deuxième et de troisième cycles, par des enseignants-missionnaires. Il est à noter que l'Agence universitaire de la francophonie facilite la mobilité de tous ces enseignants.

Les enseignants-chercheurs se sont spécialisés, au départ, dans des domaines aussi variés que la préhistoire, la céramique, la métallurgie, le patrimoine (pour les archéologues), l'histoire de l'art, l'histoire économique, l'histoire précoloniale, l'histoire coloniale et les relations internationales. Parce que leurs recherches portent en grande partie sur le Burkina Faso, on devra recommander que les enseignants-chercheurs abattent cette cloison géographique. D'ailleurs, ils s'intéressent de plus en plus aux thèmes transversaux qui impliquent plusieurs disciplines.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les enseignants-chercheurs sont confrontés à certaines difficultés telles que les suivantes. D'abord la forte croissance des effectifs d'étudiants ne s'accompagne pas d'une augmentation du nombre d'enseignants-chercheurs. Aussi, les charges pédagogiques, de plus en plus importantes, grugent-elles du temps qui était auparavant consacré à la recherche. Ensuite, la disponibilité de la matière première et l'accès à ces sources d'archives ne sont pas évidentes. Puis, il convient de regretter l'insuffisance des équipes de recherches en histoire et en sciences humaines et sociales à l'Université de Ouagadougou. Chacun est préoccupé par ses recherches personnelles en vue de gravir les grades de l'enseignement supérieur. Enfin, quelques enseignants-chercheurs sexagénaires ne parviennent pas à s'adapter au rythme des évolutions commandées par les technologies de l'information et de la communication. Pourtant, la culture de la formation et de la recherche exige que les

enseignants-chercheurs soient à jour au niveau des connaissances méthodologiques et théoriques, et qu'ils maîtrisent les outils de recherche permettant d'accéder aux informations et à la documentation relatives à leurs projets scientifiques.

## **2<sup>e</sup> partie : Les cadres potentiels de valorisation des résultats de la recherche en histoire et archéologie : contexte et acteurs**

La valorisation des résultats de la recherche suppose que les acteurs comprennent son intérêt et qu'ils admettent que le succès de leur entreprise est directement relié à la promotion de leurs travaux.

### *1. Ouverture des historiens et des archéologues burkinabés sur le monde : quelques exemples*

L'accumulation des savoirs et leur mise en valeur s'opèrent par l'organisation des rencontres consacrées à la recherche sur l'histoire et l'archéologie, et par la publication des actes de ces rencontres. Au pays, les recherches en histoire et archéologie ont fait l'objet de plusieurs rencontres nationales et internationales et les publications qui leur sont rattachées présentent des contributions très enrichissantes sur la connaissance des sociétés du Burkina Faso et de l'Afrique. Citons, parmi celles-ci, deux ouvrages qui se démarquent :

Gabriel Massa et Y. Georges Madiéga (dir.), *La Haute-Volta coloniale : témoignages, recherches, regard*, actes du colloque *Mémoires voltaïques : la Haute-Volta coloniale*, organisé par l'Association France Burkina, tenu les 27 et 28 octobre 1993 à Paris, Paris, Éditions Kharthala, coll. « Homme et sociétés », 1995, 677 p., ill.

Collectif, *Cahiers du CERLESHS*, n° spécial (« Séminaire sur les sociétés du Burkina Faso au temps de l'esclavage, tenu les 15 et 16 janv. 1999 à Ouagadougou, 113 p.

Le colloque le plus important coïncide avec celui qui a été organisé par le Département d'histoire et archéologie de l'Université de Ouagadougou, du 12 au 17 décembre 1996. Les actes ont été regroupés sous le titre suivant : Y. Georges Madiéga et Oumarou Nao (dir.), *Burkina Faso : cent ans d'histoire (1895-1995)*, Paris, Éditions

Kharthala-PUO, 2003, 2 t., 2206 p. Au total, l'ouvrage comporte 100 communications et témoignages proposés par des Africains (en majorité du Burkina Faso), mais aussi des Européens (en majorité de France) et des Américains dont les spécialités vont de l'histoire à la médecine vétérinaire en passant par la géographie, la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, l'ethnologie, les lettres, la linguistique, le droit, l'économie et la botanique.

L'un des canaux de la valorisation de la recherche est le milieu des sociétés savantes. La création de l'Association des historiens du Burkina Faso (AHBF) constitue un tournant décisif dans l'organisation des historiens et archéologues au pays, car son statut de section nationale de l'Association des historiens de l'Afrique (AHA) lui accorde une place privilégiée. Elle peut ainsi mettre institutionnellement en rapport permanent les historiens et archéologues du Burkina Faso avec ceux de l'Afrique, voire du monde. Cette association a impulsé plusieurs rencontres scientifiques. En effet, du 20 au 21 mai 2005 à Bobo-Dioulasso, l'AHBF a organisé un séminaire et une assemblée générale constitutive, tous deux consacrés à la recherche historique menée au Burkina Faso. Du 24 au 27 novembre 2008, les historiens, par le biais de l'AHBF, ont aussi organisé un colloque international intitulé *Histoire et mémoire d'Afrique : hommage au Professeur Joseph KI-ZERBO, autour du sixantième anniversaire de la reconstitution de la Haute-Volta*. Les actes de cette rencontre sont en cours de publication. Puis, du 25 au 31 octobre 2009, une université d'été a été mise sur pied à Ouagadougou par l'Institut virtuel des hautes études sur les esclavages et les traites et le Département d'histoire et archéologie et l'AHBF. Elle proposait de réfléchir et de confronter les regards posés par les sciences humaines et les arts virtuels sur les phénomènes de l'esclavage et de la traite négrière.

Les actes, sont en cours de publication. Deux autres grandes rencontres sont prévues à court terme. Il s'agit du colloque organisé par la Direction générale des Archives nationales et l'Association des historiens du Burkina Faso (AHBF) (prévu pour février 2011, il portera sur les sources de l'histoire de l'Afrique francophone) et du Congrès de l'Association des historiens africains (prévu à Ouagadougou en novembre 2011).

Au moment de la fondation de l'AHBF, j'écrivais ceci : « Nous sommes restés longtemps dans notre tour d'ivoire; je dirai plutôt dans notre tour de béton. Nous ne nous sommes pas préoccupés de donner de la visibilité à notre science. Or la nature a horreur du vide. Des pseudos historiens ont, par moment, investi l'espace public<sup>8</sup> ». Cette association a renforcé la collaboration entre les historiens de l'université et ceux du Centre national de recherche scientifique et technologique; entre les historiens du public et ceux du privé, entre les historiens de l'enseignement supérieur et le personnel d'encadrement pédagogique. Cette dernière collaboration s'explique par le fait que le personnel d'encadrement ignorait l'existence des travaux des chercheurs et avait tendance à prendre la place des chercheurs. Par conséquent, les manuels d'histoire sont évidemment truffés de contrevérités et d'erreurs graves, et les livres composant la bibliothèque coloniale continuent d'être employés. L'association a déjà attiré l'attention des autorités politiques sur la question et a formulé des propositions afin de corriger la situation.

Afin de rester ouverts sur le monde, les chercheurs prennent les mesures qui s'imposent. Ainsi, les professeurs du Département d'histoire et archéologie ont rédigé des accords de coopération et les ont fait signer par les pays du Nord et du Sud. Ensuite pour

---

<sup>8</sup> Moussa Willy Bantenga, « Discours de présentation. Objectifs du séminaire et de l'assemblée générale constitutive », Collectif, *Actes du séminaire et de l'assemblée générale constitutive de l'Association des historiens du Burkina Faso*, p. 22.

obtenir un financement ciblé ou pour arrimer la réflexion théorique classique aux thématiques émergentes, les historiens et archéologues se sont insérés – et s’insèrent – dans des réseaux de recherche comme l’Institut virtuel des hautes études sur les esclavages et les traites. De même, ils se tiennent informés au sujet des programmes de recherche qui les intéressent directement et qui sont offerts par des organismes comme le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales (CODESRIA).

Des liens sont tissés – de manière individuelle ou collective – avec des partenaires du Nord pour élaborer des projets qui sont ensuite soumis aux institutions ou aux organismes de financement. Les thèmes de recherche sont proposés par les partenaires du Nord qui tiennent les cordons de la bourse.

Les résultats des recherches menées à terme sont publiés dans des revues au Burkina Faso. Spécifiquement destiné à la publication des résultats de la recherche scientifique, le Laboratoire universitaire de tradition orale (LUTO) a été créé dans le sillage de l’École supérieure des lettres, des sciences humaines et sociales en 1974. En 1985, cette structure est devenue le Centre d’études et de recherches en lettres, sciences humaines et sociales (CERLESHS). Elle chapeaute la revue *Les Cahiers du CERLESHS*. Au sein de l’université, se retrouve une autre revue – *Les Annales de l’université* – qui publie les travaux en lettres, sciences humaines et sociales. Les historiens et archéologues présentent également leurs études et analyses dans la revue du CNRST, dénommée *Sciences et techniques*. Pour répondre aux recommandations du CAMES, les publications s’effectuent surtout à l’extérieur du pays. La diffusion internationale est un gage de crédit, mais ce canal limite l’exploitation intérieure des données et l’accès du grand public burkinabé à l’information scientifique. De même, le lecteur non scientifique est

privé du savoir des historiens universitaires, parce que ceux-ci n'intègrent pas souvent la dimension « vulgarisation » dans leur démarche, étant donné que l'on juge leur performance en évaluant essentiellement les articles qu'ils ont publiés dans les revues scientifiques.

Le Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques (FIRSIT), une manifestation biennale créée en 1995, est un autre moyen d'accroître les possibilités de valorisation des résultats de la recherche. Le but visé par le FIRSIT est de participer activement au processus de développement du Burkina Faso<sup>9</sup>.

Le principe de valorisation de la recherche implique aussi que les programmes d'enseignement soit régulièrement revus, rajustés, voire entièrement reformulés. À cet égard, l'entrée de l'Université de Ouagadougou dans le système LMD constitue une occasion en or pour les enseignants-chercheurs de renforcer les programmes, cela en diffusant, à l'intérieur même des cours, les résultats de leurs recherches.

## *2. L'histoire et l'archéologie à l'épreuve des questions actuelles*

C'est un fait incontestablement : le grand public s'intéresse de plus en plus à l'histoire et souhaite acquérir davantage de connaissances à ce sujet – ce qui oblige les historiens universitaires à sortir de leur microcosme. Ils détiennent le savoir – et sans doute un pouvoir – qui doivent être mis à la disposition de la société en vue de son développement.

Depuis la fin des années 1990, les historiens et les archéologues sont interpellés sur des questions et des enjeux sociaux. Je donnerai trois exemples.

1. Parmi les questions suscitant l'intérêt de la population, l'on compte celles relatives à la gestion, à la résolution et à la prévention des crises. C'est

---

<sup>9</sup> FIRSIT, *Validation de l'évaluation du Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques*, 2006, p. 6.

que la crise sociale et la guerre civile en Côte d'Ivoire ont mis l'histoire du Burkina Faso à l'épreuve. Quelques données permettront de mieux comprendre ces enjeux. Sur une population de 15 366 672 d'habitants, les non-Ivoiriens sont au nombre de 4 000 047, dont 2 238 548 sont d'origine burkinabée<sup>10</sup>. La crise à la fois politique, économique, sociale et identitaire a fait naître dans ce pays un sentiment de xénophobie qui a conduit à une guerre civile ayant débuté le 19 septembre 2002. Celle-ci a eu un impact considérable sur la communauté burkinabée en Côte d'Ivoire – un impact qui s'est traduit par des expropriations, par la destruction des biens des habitants et par le rapatriement d'environ 300 000 individus<sup>11</sup>. Cette crise a fait prendre conscience au Burkina Faso de la nécessité de mieux faire comprendre aux politiciens, aux partenaires à la coopération et aux citoyens ordinaires, premièrement, les raisons de cette présence massive de Burkinabés en Côte d'Ivoire; deuxièmement, les conséquences du retour de certaines populations au Burkina Faso. Dans cette perspective, les historiens ont surtout mis en lumière le facteur colonial, qui, selon eux, a joué un rôle essentiel dans la migration des Burkinabés en Côte d'Ivoire.

2. Les citoyens s'interrogent également sur la sauvegarde et la promotion du patrimoine culturel. Il s'agit là, pour eux, une façon de célébrer la fierté nationale, et, pour les autorités, de vanter et de mettre de l'avant les possibilités de développement touristique. Ainsi, au début des années 2000, le Burkina Faso a décidé d'entreprendre des études de sites culturels exceptionnels en vue de poser sa candidature et d'apparaître sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le projet ayant été retenu est celui du site des Ruines de Loropéni, piloté par la Direction générale du patrimoine national. Une première tentative a été effectuée en 2006, lors de la 30<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial, à Vilnius en Lituanie, mais elle s'est soldée par un échec. La raison invoquée pour justifier ce refus tenait à l'insuffisance des informations historiques et archéologiques prouvant l'éligibilité du dossier. Les autorités du ministère de la Culture ont donc fait appel à l'archéologue Jean-Baptiste Kiéthéga du Département d'histoire et archéologie afin qu'il mette sur pied une équipe composée d'historiens, d'archéologues, d'un géomorphologue ainsi que d'un botaniste, et qu'ils puissent, ensemble, approfondir les

---

<sup>10</sup> Francis Akindès, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 2004, p. 11. Lire aussi Moussa Willy Bantenga, « Le milieu universitaire de Ouagadougou : l'insertion des étudiants burkinabés venant de Côte d'Ivoire », dans Catherine Coquery-Vidrovitch, Odile Goerg, Issiaka Mandé et Faraninia Rajaonah (dir.), *Être étranger et migrant en Afrique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, vol. 1, p. 325-338; et Issiaka Mandé, « Les migrations du travail en Haute-Volta (actuel Burkina Faso) : mise en perspective historique (1919-1960) », thèse de doctorat, Université de Paris VII, 1997, 490 f.

<sup>11</sup> Mahamadou Zongo, « La diaspora burkinabée en Côte d'Ivoire : trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapport avec le pays d'origine », *Politique africaine*, n° 90, 2003, p. 121.

recherches et étoffer la candidature<sup>12</sup>. Ce travail scientifique a été couronné de succès puisque le site a été ajouté à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO à la 33<sup>e</sup> session, à Séville en Espagne, en 2009.

3. Les universitaires sont également questionnés sur les enjeux de la mémoire collective. La science historique tend à devenir un sujet sensible, et les historiens, dans ce contexte, peuvent devenir suspects pour les autorités politiques. L'histoire est donc à l'honneur au cours de cette année 2010; en effet, les États africains francophones sont en train de commémorer le cinquantenaire de leur accession à l'indépendance. L'ancienne puissance coloniale s'implique dans ces festivités. Visiblement, la plupart des gouvernements des États africains et de la France veulent marquer ces 50 ans par l'organisation de fêtes. Cela n'est pas sans attiser la controverse, car certains historiens rappellent que la commémoration doit avoir pour objectif de conserver le fait colonial dans la mémoire, et, surtout d'établir un bilan des 50 années d'indépendance. Le débat ne fait que commencer et sera riche.

Bref, les thèmes des recherches accomplies sont vastes. Les scientifiques opèrent des choix en fonction de leur spécialité, de leur préoccupation du moment, des questions à caractère national<sup>13</sup> ou des besoins des partenaires lorsqu'il s'agit d'études faites en coopération<sup>14</sup>. Il est évident que les défis de la mondialisation soulèvent des questions transversales qui augmentent la complexité du dossier se pendant sur le développement national.

## Conclusion

Pendant longtemps, les sciences humaines et sociales au Burkina Faso en général et à l'Université de Ouagadougou en particulier, n'ont pas bénéficié de la considération nécessaire à leur promotion à l'échelle internationale. Cependant, la complexité – voire l'enchevêtrement – des questions se rapportant au développement du pays appellent la

---

<sup>12</sup> Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication, *Rapport de synthèse de l'atelier de restitution des résultats des recherches complémentaires sur les Ruines de Loropéni*, 2008, 14 p.

<sup>13</sup> Par exemple, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le géographe François Ouédraogo a publié, en 2006 : *La vulnérabilité alimentaire au Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan, coll. « Études africaines », 230 p.

<sup>14</sup> L'Institut de recherche et de coopération en développement, puis deux enseignants de sociologie (Zongo Mahamadou et Dabiré Bonayi) viennent d'entreprendre des recherches sur la migration burkinabée.

communauté universitaire à réfléchir sur l'expression de Socrate « Connais-toi toi-même ».

Il a donc été nécessaire de faire un état des lieux. Cette étape a permis de mettre au jour le fait que les professeurs du Département d'histoire et archéologie subissent des contraintes de plusieurs ordres : scientisme, insuffisance de financement pour les activités de recherche, allongement du temps de travail consacré aux activités pédagogiques, adaptation difficile de certains enseignants-chercheurs à la révolution technologique.

Cependant, au vu des effectifs importants d'étudiants inscrits au Département d'histoire et archéologie, il convient d'admettre que les sciences historiques constituent un maillon essentiel dans la chaîne des sciences. La formation doctorale ouvre des perspectives aux étudiants désireux de s'orienter vers la recherche. Les activités connexes (comme les journées portes ouvertes) visent à mieux insérer les doctorants dans le milieu de la recherche et à inspirer les jeunes qui auraient une vocation pour ce domaine.

Les chercheurs et enseignants-chercheurs en histoire et archéologie s'engagent indubitablement à rendre leur domaine visible et performant : la création de l'Association des historiens du Burkina Faso, en 2005, en est une illustration. En outre, ils s'ouvrent aux autres sciences, organisent des manifestations scientifiques, utilisent les résultats des recherches pour renforcer leurs enseignements, se connectent aux organismes de recherche et aux réseaux de chercheurs, puis participent plus régulièrement aux débats sur les questions de société.

## SOURCES ET ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

### Sources

- Service des affaires académiques et de l'orientation* (données imprimées en 2008-2009).
- Service de la scolarité de l'UFR/SH* (données imprimées en 2007-2008).
- Service de la scolarité de l'Unité de formation et de recherche en sciences humaines (données imprimées en 2008-2009).
- Institut des sciences humaines et sociales, *Manifeste antiscientiste*, adopté par l'Assemblée de l'IN.S.HU.S, le 9 février 1989, 1989, 4 p.
- Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication, *Rapport de synthèse de l'atelier de restitution des résultats des recherches complémentaires sur les Ruines de Loropéni*, 2008, 14 p.
- Université de Ouagadougou, *Journées de la recherche universitaire*, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, 1986, 101 p.
- Université de Ouagadougou, Centre de recherches pour le développement international, actes du séminaire *L'Université de Ouagadougou au XXI<sup>e</sup> siècle : à la recherche de l'efficacité et de la performance*, 1998, 246 p.
- Université de Ouagadougou, *Plan stratégique quinquennal de développement institutionnel de l'Université de Ouagadougou (2002-2006)*, 2003, 129 p.
- Université de Koudougou, *La gouvernance des universités publiques du Burkina Faso : état des lieux et perspectives*, 2010, 22 p. (plus annexes.)
- Direction des études et de la planification de l'Université de Ouagadougou, *Stratégies de financement de l'enseignement supérieur au Burkina Faso*, 2010, 12 p.

### Éléments de bibliographie

- AKINDÈS, Francis, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 2004, 51 p.
- ASSOCIATION DES HISTORIENS DU BURKINA FASO, *La recherche historique au Burkina Faso*, Actes du séminaire et de l'assemblée générale constitutive de l'Association des historiens du Burkina Faso, Ouagadougou, PUO, 2007, 117 p.
- BANTENGA, Moussa Willy, « La production historique au Burkina Faso (science, politique et affaires) », dans Séverine Avenengo, Pascale Barthélémy, Charles Tshimanga (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement?*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 89-102.
- BANTENGA, Moussa Willy, « Le milieu universitaire de Ouagadougou : l'insertion des étudiants burkinabés venant de Côte d'Ivoire », dans Catherine Coquery-Vidrovitch, Odile Goerg, Issiaka Mande et Faraninia Rajaonah (dir.), *Être étranger et migrant en Afrique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, vol. 1, p. 325-338 ;
- Centre national de la recherche scientifique et technologique, Université de Ouagadougou, *Rapport final de l'atelier sur la relance des activités de recherche en sciences sociales et humaines au CNRST*, 1993, 35 p.
- FIRSIT, *Validation de l'évaluation du Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques*, 2006, 90 p.
- KIÉTHÉGA, Jean-Baptiste, *L'Université de Ouagadougou des origines à la refondation (1965-2000)*, (inédit), 2004, f. 3.
- MANDÉ, Issiaka, « Les migrations du travail en Haute-Volta (actuel Burkina Faso) : mise en perspective historique (1919-1960) », thèse de doctorat, Université de Paris VII, 1997, 490 f.

ZAGRÉ, Ambroise, *Regard sur l'enseignement supérieur au Burkina Faso*, Ouagadougou, PUO, 2007, p. 19-21.

ZONGO, Mahamadou, « La diaspora burkinabée en Côte d'Ivoire : trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapport avec le pays d'origine », *Politique africaine*, n° 90, 2003, p. 113-126.